

[Text]

Senator Smith (Queens-Shelburne): Could you indicate to us whether the CMA, or some branch of the organization, has had any studies made on the general economic effect in Canada, because of the high rate of unemployment insurance cheques that go out every week or month, whatever it is?

Mr. Doyle: We have not done or commissioned any studies ourselves. There was a study for the Economic Council of Canada. The authors were C. Green and J. M. Cousineau; the title of the study was, "Unemployment in Canada: The impact of unemployment insurance". Their analysis indicated that they felt the unemployment rate was 0.7 to 1.0 per cent higher because of the 1971 amendments than it would otherwise have been. They say:

It is the contention of our study that the present Canadian unemployment insurance program, however humane and progressive, has the potential to create important work disincentives, and it has in fact contributed to the unexpectedly high unemployment rates experienced since 1971.

I have also looked at some material issued recently by the Fraser Institute. One of the authors of their study, which covered a number of countries, stated, in relation to Canada, that he felt the unemployment rate may have been up to 2 per cent higher than it would have been otherwise. There is certainly an indication from these studies. I do not think anybody can say absolutely that it was one per cent or 1.2 per cent, but the findings indicate that the program has been a disincentive and it has increased unemployment.

Senator Smith (Queens-Shelburne): The point I am trying to get across is that there is something in excess of \$4 billion has been spent each year for the last couple of years through unemployment insurance. I have to bring my mind back to my own environment. I know from the business community in the small town where I normally make my home that unemployment insurance cheques must be a large part of the larger store business, the grocery shop business and so on. I would therefore think that the individual members of the Canadian Manufacturers' Association would find markets for a lot more of their goods with such a scheme as this, which would mean money being spent on a continuous basis during heavy unemployment periods, rather than them being deprived almost entirely of that market.

I can go back a good many years to the time when the small towns in Nova Scotia thought they were being quite generous when they gave a family \$3 a week to live on. What should we have instead of unemployment insurance to sustain spending power in order to keep the country going and all the wheels going round? That is the kind of economic effect I meant, rather than suggesting it was a bad incentive to work.

Mr. Doyle: I don't know whether employers in the town you speak of have any difficulty in attracting employees to stable full-time jobs because of the program, but we have offices in Moncton and in Halifax, and I do talk with our division managers there from time to time. They indicate that in spite of the high unemployment levels they still hear from employers

[Traduction]

Le sénateur Smith (Queens-Shelburne): Pourriez-vous nous dire si l'AMC, ou l'une de ses directions, a fait effectuer des études sur les répercussions économiques générales au Canada, du taux élevé des chèques d'assurance-chômage qui sont versés chaque semaine ou chaque mois, selon le cas?

M. Doyle: Nous n'avons fait ni fait faire d'étude. Mais une étude a été faite pour le Conseil économique du Canada. Les auteurs étaient C. Green et J. M. Cousineau, elle s'intitulait: «Chômage et programmes d'assurance-chômage». Leur analyse a révélé que le taux de chômage était de 0.7 à 1 p. 100 supérieur depuis les modifications de 1971. Ils ont déclaré:

«Notre étude soutient, toutefois, que le régime actuel d'assurance-chômage, en dépit de ses aspects humanitaires et «progressifs», comporte un potentiel de forte désincentivation au travail et qu'il aurait été normalement. Ces études sont certainement révélatrices. Je ne crois qu'on puisse dire de façon absolue s'il s'agissait de 1 p. 100 ou de 1.2 p. 100, mais les conclusions indiquent que le régime a été une contre-incitation et a augmenté le chômage.»

J'ai examiné aussi certains documents publiés récemment par l'institut Fraser. Un des auteurs, qui a traité d'un grand nombre de pays, a déclaré, au sujet du Canada, qu'il estimait que le taux de chômage pouvait avoir été jusqu'à 2 p. 100 supérieur à ce qu'il aurait été normalement. Ces études sont certainement révélatrices. Je ne crois qu'on puisse dire de façon absolue s'il s'agissait de 1 p. 100 ou de 1.2 p. 100, mais les conclusions indiquent que le régime a été une contre-incitation et a augmenté le chômage.

Le sénateur Smith (Queens-Shelburne): J'essaie tout simplement de vous faire comprendre que plus de \$4 milliards ont été dépensés chaque année au cours des dernières années dans le cadre du programme d'assurance-chômage. Je dois me rappeler mon propre milieu. J'ai appris du monde des affaires de la petite ville où je réside normalement que les chèques d'assurance-chômage font marcher une large part des plus gros commerces, des épiceries etc. Je croirais donc que chaque membre de l'Association des manufacturiers canadiens trouve des marchés pour un bien plus grand nombre de produits dans l'état actuel du régime. L'argent est dépensé de façon continue pendant les crises de chômage, et les manufacturiers profitent en quelque sorte de ces prestations.

Je puis remonter bien des années en arrière, lorsque les petites villes de la Nouvelle-Écosse s'estimaient très généreuses en donnant à une famille \$3 par semaine pour vivre. Que devrions-nous instaurer à la place de l'assurance-chômage pour maintenir le pouvoir d'achat et assurer la prospérité économique du pays? C'est le genre de répercussion économique que je voulais évoquer, plutôt que de laisser entendre qu'il s'agissait d'une contre-incitation au travail.

M. Doyle: Je ne sais pas si les employeurs de la ville dont vous parlez éprouvent de la difficulté à attirer les employés dans des emplois à plein temps stables, en raison du programme, mais nous avons des bureaux à Moncton et à Halifax, et je m'entretiens avec nos directeurs là-bas à l'occasion. Ils m'ont dit qu'en dépit des niveaux élevés du chômage, ils